COMMUNAUTE URBAINE DE BORDEAUX

----- EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE COMMUNAUTE -----

Séance du 26 mars 2010
(convocation du 15 mars 2010)

Aujourd'hui Vendredi Vingt-Six Mars Deux Mil Dix à 09 Heures 30 le Conseil de la Communauté Urbaine de BORDEAUX s'est réuni, dans la salle de ses séances sous la présidence de Monsieur Vincent FELTESSE, Président de la Communauté Urbaine de BORDEAUX.

ETAIENT PRESENTS :

M. FELTESSE Vincent, M. JUPPE Alain, M. DAVID Alain, M. CAZABONNE Alain, Mme BOST Christine, M. BRON Jean-Charles, Mme CARTRON Françoise, M. CHAUSSET Gérard, Mme CURVALE Laure, M. DUCHENE Michel, M. DUPRAT Christophe, M. FAVROUL Jean-Pierre, Mme FAYET Véronique, M. GAUTE Jean-Michel, M. GAUZERE Jean-Marc, M. GUICHARD Max, M. HERITIE Michel, Mme ISTE Michèle, M. LABARDIN Michel, M. LABISTE Bernard, M. LAMAISON Serge, Mme LIRE Marie Françoise, M. OLIVIER Michel, M. PUJOL Patrick, M. ROSSIGNOL Clément, M. SAINTE-MARIE Michel, M. TURON Jean-Pierre, Mme DE FRANCOIS Béatrice, M. MAURRAS Franck, M. SOUBABERE Pierre, M. AMBRY Stéphane, M. ANZIANI Alain, M. ASSERAY Bruno, Mme BALLOT Chantal, M. BAUDRY Claude, M. BOBET Patrick, Mme BONNEFOY Christine, M. BOUSQUET Ludovic, Mme BREZILLON Anne, M. BRUGERE Nicolas, M. CHARRIER Alain, Mme CHAVIGNER Michèle, Mme COLLET Brigitte, M. COUTURIER Jean-Louis, M. DANJON Frédéric, M. DAVID Jean-Louis, Mme DELATTRE Nathalie, M. DELAUX Stéphan, Mlle DELTIMPLE Nathalie, Mme DESSERTINE Laurence, Mme DIEZ Martine, M. DOUGADOS Daniel, M. DUART Patrick, M. DUBOS Gérard, M. DUPOUY Alain, M. EGRON Jean-François, Mme EWANS Marie-Christine, Mme FAORO Michèle, M. FEUGAS Jean-Claude, Mme FOURCADE Paulette, M. GALAN Jean-Claude, M. GARNIER Jean-Paul, M. GUICHEBAROU Jean-Claude, M. GUICHOUX Jacques, M. GUYOMARC'H Jean-Pierre, Mme HAYE Isabelle, M. HURMIC Pierre, M. JOANDET Franck, M. JOUBERT Jacques, M. LAGOFUN Gérard, Mme LAURENT Wanda, M. MANGON Jacques, M. MAURIN Vincent, Mme MELLIER Claude, M. MERCIER Michel, M. MILLET Thierry, M. MOGA Alain, M. MOULINIER Maxime, Mme NOEL Marie-Claude, M. PAILLART Vincent, Mme PARCELIER Muriel, M. PENEL Gilles, M. PEREZ Jean-Michel, M. QUANCARD Denis, M. QUERON Robert, M. RAYNAL Franck, M. RESPAUD Jacques, M. ROBERT Fabien, Mme SAINT-ORICE Nicole, M. SENE Malick, M. SIBE Maxime, M. SOLARI Joël, Mme TOUTON Elisabeth, M. TRIJOLET Thierry, Mme WALRYCK Anne.

EXCUSES AYANT DONNE PROCURATION :

M. JUPPE Alain à M. DUCHENE Michel à partir de 12h50
M. DAVID Alain à M. EGRON Jean-François à partir de 10h30
M. BENOIT Jean-Jacques à M. SAINTE-MARIE Michel
M. CAZABONNE Didier à M. CAZABONNE Alain
Mme CURVALE Laure à M. CHAUSSET Gérard à partir de 10h45
M. FAVROUL Jean-Pierre à M. GAUZERE à partir de 11h30
M. FLORIAN Nicolas à M. GUICHEBAROU Jean-Claude
M. FREYGEFOND Ludovic à M. LABISTE Bernard
M. GELLE Thierry à M. GARNIER Jean-Paul
M. HERITIE Michel à M. LAGOFUN Gérard à partir de 12h
M. LAMAISON Serge à Mme BALLOT Chantal à partir de 10h15
M. PIERRE Maurice à Mme. CARTRON Françoise
M. SEUROT Bernard à M. LABARDIN Michel
M. SOUBIRAN Claude à M. DUPRAT Christophe
M. TOUZEAU Jean à Mme. FAORO Michèle
Mme. LACUEY Conchita à M. COUTURIER Jean-Louis
M. BONNIN Jean-Jacques à Mme. BONNEFOY Christine
Mme. CAZALET Anne-Marie à M. SIBE Maxime
M. CAZENAVE Charles à M. GUYOMARC'H Jean-Pierre
Mlle. COUTANCEAU Emilie à M. DOUGADOS Daniel
M. DAVID Yohan à M. QUERON Robert

Mme DELATTRE Nathalie à Mme COLLET Brigitte à partir de 12h46
M. DELAUX Stéphan à M. JOUBERT Jacques à partir de 11h55
Mme DELTIMPLE Nathalie à M. DUBOS Gérard à partir de 10h45
Mme DESSERTINE Laurence à Mme LIRE Marie-Françoise à partir de 12h15
M. DUCASSOU Dominique à Mme. CHAVIGNER Michèle
Mlle. EL KHADIR Samira à M. MOULINIER Maxime
M. GUILLEMOTEAU Patrick à M. ANZIANI Alain
M. JOANDET Franck à M. ROSSIGNOL Clément à partir de 10h50
M. JUNCA Bernard à M. BOBET Patrick
M. LOTHAIER Pierre à M. BRUGERE Nicolas
M. MANGON Jacques à M. BOUSQUET Ludovic à partir de 10h25
M. MILLET Thierry à M. QUANCARD Denis à partir de 12h15
M. MOGA Alain à Mme PARCELIER Muriel à partir de 12h15
Mme. PIAZZA Arielle à Mme. BREZILLON Anne
M. POIGNONEC Michel à M. PUJOL Patrick
M. RAYNAUD Jacques à M. MERCIER Michel
M. REIFFERS Josy à M. SOLARI Joël
M. RESPAUD Jacques à M. PEREZ Jean-Michel à partir de 10h10
M. ROBERT Fabien à Mme LAURENT Wanda à partir de 10h25
M. ROUVEYRE Matthieu à Mme. DIEZ Martine
Mme TOUTON Elisabeth à Mme WALRYCK Anne à partir de 11h30

LA SEANCE EST OUVERTE

**Marchés Publics- Bordeaux- Mise aux normes de la filière de traitement de l'eau de la Station d'épuration Louis Fargues - Marché n°09238 U - Avenant n°2 -
Décision- Autorisations.**

Monsieur TURON présente le rapport suivant,

Mesdames, Messieurs

Le rapport de présentation :

Dans le cadre du Schéma Directeur des Eaux Résiduaires Urbaines, approuvé le 27 octobre 1998, le Conseil de communauté a autorisé le lancement d'un appel d'offre restreint de type conception réalisation, pour la réalisation des travaux de mise aux normes de la station d'épuration Louis Fargues à Bordeaux.

A l'issue de la consultation, le marché 09/238U a été notifié le 9 juin 2009, au groupement d'entreprises Degrémont SAS (mandataire)/Chantiers Modernes Sud Ouest/ Eiffage TP Sud Ouest/ Spie Sud Ouest SAS/ Santerne Aquitaine/ IRH Ingénieur Conseil/ Tanguy du Bouetiez, pour un montant de 79 872 458 euros HT, et un délai d'exécution des travaux de 54 mois.

Par délibération n° 2009/0668 du 2 octobre 2009, un avenant n°1 notifié le 7 décembre 2009, a changé la formule n°3 appliquée pour la révision des prix en raison d'un changement d'indice.

Par ailleurs, le terrain destiné à accueillir les bâtiments de la nouvelle filière de traitement côté pair du Cours Louis Fargues s'est avéré présenter des pollutions d'origine anthropiques.

La Communauté urbaine de Bordeaux a, dès lors, fait réaliser 2 diagnostics de pollution des sols pour permettre d'identifier la nature des pollutions à traiter.

C'est donc à l'occasion du second diagnostic réalisé pendant la phase de mise au point du marché, le groupement d'entreprises avait demandé un maillage des sondages beaucoup plus important que celui réalisé afin de pouvoir confirmer le montant de l'estimation initiale chiffrée pour la prestation de dépollution des sols et intégré dans son offre.

Cependant au moment de la constitution du dossier de consultation des entreprises, le site présentait encore certaines zones en activité.

En effet, plusieurs éléments dont, entre autre l'existence de bâtiments désaffectés et la présence de personnel Lyonnaise dans des locaux encore en activité rendaient en pratique impossible la réalisation de l'ensemble des sondages demandés par l'entreprise pour caractériser la pollution des sols.

Dans la phase de préparation de chantier, une fois le terrain débarrassé des activités, constructions et des infrastructures existantes, l'entreprise a procédé à un diagnostic complémentaire. Ce diagnostic a mis notamment en évidence la présence de points de pollution présentant des teneurs très élevées en hydrocarbures aromatiques polycycliques (HPA) qui n'autorisent pas le traitement sur site. Ces points n'avaient pas été répertoriés dans les deux diagnostics initiaux, car situés sous les bâtiments démolis, et représentent un volume de terres polluées de 500 m³.

La découverte de ces pollutions complémentaires a, de fait, aussi un impact sur la gestion des terres qui étaient prévues d'être confinées en partie enterrées sur site, au droit de ces points très pollués.

Par ailleurs, un gisement localisé de terres polluées s'est avéré contenir des matériaux hétérogènes nécessitant un criblage préalable avant traitement. Le plan de gestion initial proposé par l'entreprise et acté par le Préfet a donc dû être amendé pour prendre en compte ces éléments nouveaux et les demandes d'explication correspondantes émanant de la DRIRE. Un arrêté préfectoral en date du 8 février 2010 encadre les travaux prévus.

Le présent avenant a pour objet de prendre en compte les modifications à apporter aux modalités de gestion et de traitement des sols pollués prévues au marché par le groupement d'entreprises. Les travaux de dépollution sont un préalable à la construction de la nouvelle filière eau de l'usine.

Les prestations complémentaires liées à la dépollution des sols intègrent les plus ou moins values liées aux modifications du plan de gestion initial soit :

- Elimination des 500 m³ de terres très polluées en HAP sur la plate-forme SEDA de transformation de Champteussé sur Baconne (Maine et Loire). Mise en décharge de classe 1 sur le même site après traitement,
- Modification des modes de confinement des terres sur site,
- Criblage des terres contenant des matériaux hétérogènes et évacuation en décharge de classe 2 des refus de criblage (estimé à 100 m³),
- Suppression de la stabilisation chimique de 1700 m³ de terres,
- Diminution du volume de terres à traiter biologiquement sur site,
- Apport complémentaire de terres saines extérieures au site

Le montant de l'avenant est de 466 668€ H.T.

Le montant initial du marché est de 79 872 458 € H.T., le nouveau montant du marché incluant l'avenant n°2 est ainsi porté à 80 339 126 € H.T. soit une augmentation de 0,58%.

Il apparaît dès lors nécessaire :

- d'autoriser Mr le Président à signer l'avenant à intervenir,

Ceci étant exposé, il vous est demandé, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir si tel est votre avis, adopter les termes de la délibération suivante :

Le conseil de communauté,

Vu le Code Général des collectivités territoriales,

Vu le Code des Marchés Publics, et notamment son article 20,

Vu la délibération du conseil communautaire n°2009/0668 en date du 2 octobre 2009,

Vu la délibération du conseil communautaire n° en date du 19 février 2010,

Vu le Schéma directeur des eaux résiduaires approuvé en Conseil de communauté le 27 octobre 1998,

Vu l'arrêté préfectoral en date du 8 février 2010,

Vu le projet d'avenant mis à la disposition des élus communautaires en application des articles L 2121-12 et L 2121-13 du CGCT,

Vu le marché initial n° 09/238U

ENTENDU le rapport de présentation,

CONSIDERANT :

Que pour des motifs tenant à la présence de pollutions d'origine anthropique, il est nécessaire de conclure un nouvel avenant au marché n° 09/238U relatif à la mise aux normes de la filière de traitement de l'eau de la station d'épuration Louis Fargues ;

Que cet avenant n'a ni pour objet, ni pour effet de bouleverser l'économie du marché initial ;

DECIDE :

ARTICLE 1:

Les termes du projet d'avenant précité ci-annexé relatif au marché n°09/238U relatif à la mise aux normes de la filière de traitement de l'eau de la station d'épuration Louis Fargues sont approuvés

ARTICLE 2:

Monsieur le Président est autorisé à signer l'avenant précité ci-annexé relatif au marché

09/238U relatif à la mise aux normes de la filière de traitement de l'eau de la station d'épuration Louis Fargues, et tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération

ARTICLE 3:

La dépense résultant du présent marché sera imputée sur les crédits ouverts à cet effet

au budget annexe assainissement de l'exercice en cours, chapitre 23 compte 2315 CRB O200 et programme UCBC.

Les conclusions sont mises aux voix et sont adoptées à la majorité.

Fait et délibéré au siège de la communauté urbaine de Bordeaux, les jour, mois et an indiqués ci-dessus.

Les conclusions, mises aux voix, sont adoptées à l'unanimité.

Fait et délibéré au siège de la Communauté Urbaine le 26 mars 2010,

Pour expédition conforme,
par délégation,
le Vice -Président,

REÇU EN PRÉFECTURE LE
6 AVRIL 2010

PUBLIÉ LE : 6 AVRIL 2010

M. JEAN-PIERRE TURON